

Bangui lance en vain un appel à l'aide à la France et aux USA

Arrib News, 27/12/2012 à 14h00 Source Reuters Le président centrafricain François Bozizé a demandé jeudi à la France et aux Etats-Unis de l'aider à repousser les rebelles du Séléka qui menacent la capitale, Bangui. Mais l'ancienne puissance coloniale, qui a longtemps fait la pluie et le beau temps en République centrafricaine (RCA), a refusé en faisant savoir que ses troupes n'avaient pas d'autre mission que de protéger ses propres ressortissants.

Les Etats-Unis ont quant à eux annoncé jeudi l'interruption de toute opération à la mission américaine de Bangui et le départ de République centrafricaine de l'ambassadeur et du personnel diplomatique. "Cette décision est uniquement due à des inquiétudes concernant la sécurité de notre personnel et n'a pas de rapport avec nos relations diplomatiques continues et de longue date avec la RCA", a déclaré Patrick Ventrell, porte-parole du Département d'Etat, dans un communiqué. Les Etats-Unis appellent les différentes parties à dialoguer, est-il ajouté. L'appel du président centrafricain coincidé avec les efforts déployés par les dirigeants de la Communauté économique des Etats d'Afrique centrale (CEEAC) pour arracher un accord de cessez-le-feu à des insurgés qui ont affirmé avoir stoppé leur avance sur la capitale pour permettre ces discussions. "Nous demandons à nos cousins français et aux Etats-Unis, qui sont des grandes puissances, de nous aider à repousser les rebelles sur leurs positions initiales afin de permettre un dialogue à Libreville pour résoudre cette crise", a dit le chef de l'Etat centrafricain lors d'un discours prononcé sur la place principale de Bangui. **VERS DES POURPARLERS AU GABON?** Jeudi, le président François Hollande a mis les points sur les i en déclarant que Paris n'était pas présent en Centrafrique pour "protéger un régime", mais "pour protéger nos ressortissants et nos intérêts et en aucune façon pour intervenir dans les affaires intérieures d'un pays". "Ce temps-là est terminé", a souligné le chef de l'Etat français lors d'une visite matinale aux halles de Rungis (Val-de-Marne). Paris compte aujourd'hui 250 militaires présents en RCA dans le cadre d'une mission de maintien de la paix. Le Quai d'Orsay a rappelé de son côté que la France condamnait "la poursuite des hostilités de la part des mouvements rebelles" et demandait à "toutes les parties centrafricaines de s'engager de bonne foi dans les négociations qui s'ouvriront prochainement à Libreville" entre le gouvernement centrafricain, les mouvements rebelles et l'opposition démocratique. Mercredi, un ministre centrafricain avait demandé l'intervention des soldats français stationnés dans le pays pour contrer la progression des rebelles venus du Nord, signalés à 75 km de Bangui à bord de motos et de pick-up. Le même jour, des dizaines de manifestants ont jeté des pierres contre la mission française à Bangui et déchiré le drapeau tricolore, dénonçant la passivité de Paris. "Les Français qui résident à Bangui n'ont pas du tout été pris à partie, ils n'ont pas menacés dans leur sécurité", a assuré l'ambassadeur de France à Bangui, Serge Mucetti, au micro de RFI. **AUX ALENTOURS DE BANGUI** Il y a eu simplement un groupe de quelques dizaines (...) d'éléments incontrôlés qui profitent de la situation et qui veulent déstabiliser la communauté internationale, qui veulent affaiblir le gouvernement centrafricain en se livrant à des actes de violences comme ils l'ont fait (hier) matin devant la chancellerie de France. "François Hollande a cependant ordonné la sécurisation des ressortissants français et de l'ambassade de France à Bangui. Les Nations unies ont rappelé mercredi leur personnel "non essentiel". Selon une estimation du Quai d'Orsay, 1.200 Français résident aujourd'hui en RCA - à Bangui pour la plupart - et travaillent essentiellement dans le secteur minier et les ONG d'aide. Le groupe français Areva extrait du minerai d'uranium au gisement de Bakouma, dans le sud du pays. Les rebelles regroupés au sein de l'alliance Séléka ont conquis plusieurs villes ces dernières semaines en progressant vers le sud, où se trouve Bangui. Séléka regroupe des combattants qui affirment que François Bozizé, à l'origine du coup d'Etat deux reprises depuis un coup d'Etat fomenté en 2003, n'a pas respecté les termes d'un accord de paix datant de 2007. Un porte-parole de la rébellion a fait savoir que les insurgés avaient suspendu leur progression pour permettre le dialogue. "Nous n'entrerons pas dans Bangui", a assuré par téléphone à Reuters le colonel Djouma Narkoyo, porte-parole de la rébellion. Des promesses similaires faites par le passé par les insurgés n'ont pas été tenues et d'après une source diplomatique, les rebelles ont pris position jeudi autour de la capitale, qui est dans les faits cernée. D'après une source militaire et un travailleur humanitaire, les insurgés étaient mercredi en fin d'après-midi à Damara, une localité située à 75 km de la capitale, en évitant Sibut où ils avaient déployés quelque 150 soldats tchadiens appelés à leur rescousse par la RCA pour tenter d'enrayer l'avance vers le Sud.